

24 février

Feuilleton des Pétitions, n° 15

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 15.

Vendredi 24 février 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. DELHAYS, 1^{er} rapporteur.

N° 416. Par pétition en date du 5 février 1832,

La dame Marie-Josephe Anceau, à Doische (Namur), veuve de Jean-Joseph Laurent, réclame le paiement de l'arriéré de la pension dont jouissait son mari. —

Conclus. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 417. Par pétition en date du 13 février 1832,

La dame Marie-Thérèse Laréno, à Boelinghe, Flandre orientale, veuve, âgée de 60 ans, ayant un fils unique qui est remplaçant d'un milicien de 1826, demande pour ce fils l'exemption du reste du service qu'il doit encore faire de ce chef. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 418. Par pétition en date du 18 février 1832,

Le sieur Colin, ex-capitaine à Louvain, adresse de nouvelles pièces à l'appui de sa dernière pétition, par laquelle il demandait une pension. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 419. Par pétition en date du 8 février 1832,

Le sieur J.-B. Van Maercke, à Wevelghem (Flandre orientale), demande la promulgation d'une loi qui consacrerait que les enfans nés avant le mariage, et qui n'ont pas été légitimés par l'acte de célébration de mariage, le puissent être par acte postérieur. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 420. Par pétition en date du 14 février 1832,

Six officiers des bataillons de tirailleurs francs se plaignent de ce que, malgré le renvoi de leur pétition à M. le Ministre de la Guerre, ordonné par la Chambre, il n'aït pas encore été fait droit à leur réclamation. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 421. Par pétition en date du 10 février 1832,

Les sieurs Flaming fils, 1^{er} échevin, et Valentin Hubert, membre de la Régence à Braine-le-Comte, protestent contre la décision de la majorité des membres de l'administration communale, qui règle le budget de leur commune, et signalent qu'une dotation est détournée de son véritable emploi.

N° 422. Par pétition en date du 13 février 1832,

Le sieur B.-J. Crahay, à Liège, âgé de 70 ans, demande une pension sur la caisse de retraite de l'administration des douanes et des accises. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 423. Par pétition en date du 11 février 1832,

Quatre habitans de Malines réclament contre une disposition de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 17 janvier, qui porte que les frères de ceux qui se sont fait remplacer dans le 1^{er} ban de la garde civique, en

activité de service, n'ont pas droit à l'exemption. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 424. Par pétition en date du 9 février 1832,

Le sieur N. Welter à Rolingen (Grand-Duché), demande que la Chambre ordonne qu'il lui soit envoyé copie du procès-verbal d'accusation des tribunaux de Gand et Termonde, à sa charge, et qu'il nie exister. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 425. Par pétition en date du 7 février 1832,

La régence de Verviers réclame de la Chambre l'adoption d'une loi qui déclare *dettes de l'État* les indemnités exigées des communes du chef de pillages et dévastations exercés pendant la révolution.

N° 426. Par pétition sans date,

Les sieurs Van Themische et Coninck, propriétaires à Cruyshautem (Flandre orientale), soumettent des observations tendant à améliorer l'état des fabriques de toile. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements, et renvoi à la commission d'industrie.

N° 427. Par pétition en date du 11 février 1832,

Le sieur P. Van Houte, chevalier de l'ordre du lion Belgique, demande le paiement de l'arriéré de sa pension. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. H. DE BROUCKERE, 2^me rapporteur.

N° 428. Par pétition en date du 25 novembre 1831,

Le sieur Van Eberck, brasseur et aubergiste à St.-Jean-Geest (Jodoigne), demande l'intervention de la Chambre pour lui faire obtenir une indemnité ou le paiement de la somme de fl. 1,125-55 1/2 c., du chef

de pillages exercés dans sa maison pendant les journées d'août 1831, par les troupes du général Daine. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 429. Par pétition en date du 14 février 1832,

Trois habitans de Dinant demandent la promulgation d'une loi qui déclare fête nationale, l'anniversaire de l'inauguration de S. M. le Roi des Belges. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 430. Par pétition non datée,

Les distillateurs des cantons des deux justices-de-peace de Nivelles et de Genappe, demandent, lors de la discussion du projet de loi sur les distilleries, de rétablir le crédit permanent pur et simple. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre des Finances et à la commission d'industrie.

N° 431. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur J.-A. Van de Leemput, marchand d'armes à Anvers, demande l'intervention de la Chambre pour lui faire obtenir une indemnité ou le paiement de deux créances, du chef d'armes enlevées de son magasin par l'autorité légale, dans la journée du 29 août 1830. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 432. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur Vital Van de Putte, candidat en droit et en lettres, et ex-professeur au collège d'Audenarde, ayant reçu sa démission de cette place, demande une indemnité ou une pension. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 433. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur N.-J. Colin, à Drolenval (Verviers), demande une augmentation de pension. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 434. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur François Grenier, à Brugelette, adresse une plainte contre M. le Ministre des Finances, pour déni de justice et pour suspension de la loi, et une demande d'autorisation de l'action civile pour dommages. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 435. Par pétition en date du 16 janvier 1832,

La demoiselle Cath. Blondeau, habitant la commune de Thollebeek, demande l'exemption du service pour son frère, frère unique, et qui pourvoit à la subsistance de sa famille. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 436. Par pétition en date du 17 février 1832,

La veuve Deville, de la commune de Vallezèle, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exemption du service pour son fils unique, qui pourvoit à sa subsistance. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 437. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur Jean Abneter, suisse d'origine et ex-caporal de sapeurs au 10^e régiment belge, à Namur, atteint de cécité par l'ophthalmie qui règne dans une partie de l'armée, demande un secours pécuniaire ou une pension. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

(6)

N° 438. Par pétition en date du 15 février 1832,

Le sieur Jacques d'Heedone, à Roulers, demande pour lui ou l'un de ses deux frères, l'exemption du service du 1^{er} ban de la garde civique. — *Conclus.* — Ordre du jour.